

enfants en danger

Les services de police appellent à la vigilance de tous

«Dans la plupart des enlèvements d'enfants, le but principal est l'agression sexuelle», explique M^{me} Messaoudène, commissaire principale, chef de bureau à la police judiciaire.

F-Zohra B. - Alger (Le Soir) - Si actuellement le phénomène est fortement médiatisé, les enlèvements, viols et même l'assassinat d'enfants sont récurrents. Ainsi, 146 enfants ont été enlevés au cours de l'année 2007, ils ont de 10 ans à 18 ans. Durant l'année 2006, le nombre d'enlèvements était de 108.

Ces affaires, selon la représentante de la police, ont été traitées et résolues. Toutefois parmi les enfants enlevés en 2007, 25 ont été assassinés et 10% ont subi des abus sexuels. Les cas d'actes de pédophilie après l'enlèvement d'enfants viennent ainsi largement devant les demandes de rançon et les règlements de comptes.

Et ce qui doit inciter les familles à plus de vigilance et d'attention quand il s'agit de jeunes enfants surtout, c'est que dans la plupart de cas d'agression

sexuelle, l'agresseur est un proche de la victime, parent ou voisin notamment. Notre interlocutrice cite, tout au long de l'entretien, des cas : en 2003, une petite fille est agressée sexuellement par son cousin ; à Touggourt une autre petite fille a été violée puis assassinée par son propre frère. Le petit Yasser, retrouvé mort dans la cage d'escalier de son immeuble en janvier dernier, a été agressé par le voisin de palier lors d'un moment d'inattention de ses grands-parents...

«Les pédophiles sont des prédateurs»

Autant d'enfants qui, restés livrés à eux-mêmes, sans la surveillance de grandes personnes sont victimes des «prédateurs» que sont les pédophiles qui ne leurs laissent aucune chance de leur opposer une quelconque

résistance. «Le pédophile choisit sa proie, il la guette principalement dans des endroits isolés, en milieu d'après-midi quand il y a très peu de passants ou en soirée. Toutefois et dans certains cas, l'agresseur peut être là, oisif, sans a priori un but d'agresser, et quand il repère un enfant seul, sans surveillance, il passe à l'acte», explique la commissaire principale. Cette dernière, parlant d'«une crise morale» dans la société, cite les cas d'agresseurs qui sont loin d'être chômeurs, désœuvrés ou jeunes mais mariés et pères de famille.

Notre interlocutrice évoquera par ailleurs la problématique des délinquants sexuels qui, une fois incarcérés, sont traités comme les autres détenus ayant commis divers crimes et pas comme des déviants sexuels. Ils ne bénéficient donc pas d'une prise en charge spécifique et ne sont pas suivis une fois leur peine de prison pur-

gée. Ils sont ainsi d'éventuels récidivistes lâchés dans la nature et un danger pour les tout petits.

Mme Messaoudène, tout en précisant qu'il ne faut pas faire dans l'alarmisme et que des enfants ne sont pas enlevés dans tous les coins de rue, insiste sur le fait que «la prudence reste de mise et les parents ont la responsabilité de surveiller leur progéniture».

«La passivité laisse le champ libre aux agresseurs d'enfants»

L'intervenante met aussi en évidence l'importance de la vigilance des citoyens qui peuvent même aider à déjouer des tentatives d'enlèvement et d'agression. Concernant cette dernière question aussi, la commissaire principale citera plusieurs cas où des enfants ont pu être sauvés grâce à l'intervention de citoyens qui avaient repéré le mouvement suspect de leurs agresseurs : «Les citoyens doivent signaler

les personnes suspectes et être vigilants. La passivité aggrave la situation et laisse une totale liberté aux agresseurs d'enfants. Ainsi des cas de dénonciation ont permis d'arrêter des agresseurs. Nous manquons de culture de signalement et de civisme, la famille doit apprendre aussi à s'inquiéter des enfants...», souligne notre interlocutrice qui préconisera des campagnes de sensibilisation animées par des spécialistes au niveau des écoles et des crèches et conseille aux tuteurs d'apprendre aux enfants à se protéger et à avoir les bons gestes.

La spécialiste de la police, évoquant son expérience du terrain, précise de ce fait que les enfants victimes d'agressions sexuelles sont eux-mêmes susceptibles d'être par la suite d'éventuels agresseurs. «Des enfants souffrent aussi en silence en l'absence de prise en charge après une agression sexuelle. Souvent, ils ne parlent à

personne de ce qu'ils subissent, surtout quand c'est le cas de viols répétitifs et d'agressions sexuelles commises par des proches...», confie M^{me} Messaoudène.

Cette dernière rappelle par ailleurs qu'au niveau des services de police, il existe des brigades spéciales pour la protection de l'enfance depuis 1982.

A Alger, sept brigades de protection des mineurs agissent sur le terrain et traitent notamment des affaires liées à l'enfance.

«Elles sont renforcées et accompagnées par d'autres brigades quand il s'agit de grandes affaires qui nécessitent une mobilisation importante. Les brigades s'occupent principalement de la délinquance, des enfants en danger moral et des victimes de violences», explique la représentante de la police notant en outre que les villes d'Oran, Annaba et Alger sont les plus touchées par les problèmes liés à l'enfance.

F-Z. B.

CHÉRIFA BOUATTA* :

«La pédophilie étant une perversion, la récidive fait peur»

Le Soir d'Algérie : L'on parle beaucoup actuellement d'agressions et d'actes de pédophilie, en tant que psychologue y voyez-vous le développement d'un phénomène nouveau au sein de la société algérienne ?

Chérifa Bouatta : Il est vrai qu'aujourd'hui la presse rapporte plusieurs cas de pédophilie et d'enlèvements d'enfants. Lorsqu'on avance cette affirmation, on donne l'impression que la pédophilie est un phénomène nouveau en Algérie. Or, les pédophiles ont toujours existé, ce qui change c'est plutôt le traitement auquel il donne lieu. La police et la gendarmerie en parlent, la presse s'en fait l'écho et c'est tant mieux car jusqu'à présent c'était un sujet tabou, il ne fallait surtout pas en parler. Je pense que les associations, à travers leurs travaux, leur réflexion et leur présence sur le terrain, ont contribué à tirer la sonnette d'alarme.

Existe-t-il un profil du pédophile ? Ce sont des personnes qui se «recrutent» partout et ce sont souvent des gens qui travaillent avec des enfants, qui sont en contact avec des enfants... D'un point de vue psychologique, des études menées ailleurs montrent qu'il s'agit de personnes immatures sur le plan sexuel et affectif... La pédophilie étant une perversion, le sentiment de culpabilité n'existant pas, ces personnes récidivent le plus souvent.

On voit bien qu'il ne s'agit pas de chômage ou de désœuvrement mais plutôt de problèmes qui relèvent de l'histoire des sujets, on peut retrouver dans le parcours de ces personnes des drames familiaux, des viols, des traumatismes...

Quelle est la conduite à tenir avec les enfants agressés sexuellement et leurs familles ?

Il est clair qu'une famille dont l'enfant a été enlevé ou agressé sexuellement sera profondément atteinte, les parents se sentiront coupables de ne pas avoir pu protéger leur enfant, l'enfant à son tour se sentira en danger, il est traumatisé, il n'aura plus confiance dans son environnement et des troubles psycho-traumatiques peuvent apparaître : des cauchemars, des troubles du comportement, des troubles liés à la sphère cognitive...

Une prise en charge psychologique de l'enfant s'impose, les parents eux aussi ont besoin d'être écoutés afin d'atténuer le sentiment de culpabilité et d'angoisse qu'ils peuvent vivre...

Et avec les personnes coupables d'agressions sexuelles sur des enfants ?

Généralement les pédophiles, les pervers ne demandent pas de

soin, ne demandant pas d'aide, ils voient les soignants sur l'injonction du juge, ils sont tenus de se faire suivre par un thérapeute. Il y a aussi certains thérapeutes qui recourent aux médicaments.

Il y a des réflexions sur le sujet dans plusieurs pays et ce qui fait peur, c'est la récidive. Ce qui prouve bien que la répression à elle seule ne règle pas le problème, à moins de les condamner à perpétuité. D'où l'injonction thérapeutique et le suivi judiciaire de ces personnes par la police.

Il y a également un travail préventif à mener auprès des enfants, les sensibiliser, leur expliquer... les dangers qu'ils peuvent encourir.

Entretien réalisé par F-Z. B.

* Docteur d'Etat en psychologie et chercheur à la Société algérienne de recherche en psychologie (SARP)

Contactée par nos soins et par une demande écrite, il y a de cela une semaine dans le but d'obtenir de plus amples informations concernant notre dossier, la cellule de communication de la direction pénitentiaire du ministère de la Justice n'a, malheureusement, pas répondu à ce jour à notre requête.

R. M.

M^{me} NOUARA DJAÂFAR, MINISTRE CHARGÉE DE LA FAMILLE ET DE LA CONDITION FÉMININE :

«Il faut durcir la législation»

«C'est avec beaucoup de consternation que nous condamnons tous les dépassements commis à l'égard des enfants sans défense. Il est inadmissible d'arriver jusqu'à assassiner des gamins. C'est pourquoi notre seule recommandation, c'est de durcir les lois envers les commanditaires de ces actes ignobles. La sensibilisation des familles sur les dangers de la rue est un axe sur lequel nous insistons et nous nous engageons.

Nous concentrerons tous les efforts, dans le cadre de la stratégie nationale de protection de l'enfance, pour un maximum de sécurité et de droits pour nos enfants. La sensibilisation et l'information restent ainsi les armes efficaces pour freiner la pédophilie, pour repousser ces viols de leurs actes monstrueux et les inciter à réfléchir à deux reprises avant de passer à l'acte.»

R. M.

PERMIS DE PRUDENCE

Un outil contre les abus sexuels

A l'instar des pouvoirs publics et des services de sécurité qui travaillent sur la question des violences faites aux enfants, le mouvement associatif se penche sur la problématique et tente d'apporter un tant soit peu une contribution positive pour affaiblir l'atteinte portée aux enfants. «Le permis de prudence» est le nouveau code, présenté par une ONG internationale, Terre des Hommes, à ses partenaires algériens. Il s'agit d'un outil pédagogique que peuvent adopter les parents et les éducateurs dans les établissements scolaires pour lutter contre les abus sexuels pratiqués sur les enfants. Le livret est un ensemble de conseils avertissant sur des pratiques perverses connues chez les pédophiles.

R. M.